

Opinion

Arthur Bodson

Ancien professeur à l'Athénée de Ciney et ancien recteur de l'Université de Liège.

■ De réforme en réforme, le cours de latin est devenu une supercherie. De là à disparaître complètement chez nous... Alors qu'en France, pendant ce temps, il retrouve toute sa vigueur !

Le latin en trompe-l'œil

A la fin des années 1950, jeune professeur, j'enseignais les langues anciennes à l'Athénée de Ciney. Un jour, le préfet des études nous annonça pour la rentrée suivante une grande réforme pleine de promesses : meilleure mise en valeur du potentiel des élèves, effacement des inégalités et des déterminismes sociaux, équilibre entre les disciplines cérébrales et manuelles, etc. Concrètement, pour la première année au moins, fin des sections traditionnelles (latine, moderne, technique, etc.) et programme identique, baptisé "tronc commun", pour tous les élèves. Un nouveau concept pédagogique durable venait de naître.

Le latin, discipline reine

La réforme suscita une opposition parfois farouche. C'est alors aussi que naquit un slogan qui fit fortune : nivellement par le bas. Mais les réformateurs utilisèrent un argument massue : loin d'abaisser la qualité de l'enseignement, la réforme allait au contraire l'élever puisque désormais tous les élèves allaient étudier... le latin, discipline encore reine à l'époque.

Après quelques années, le tronc commun échoua, mais le cours de latin fut bien mal récompensé de lui avoir servi de label de qualité : comme il avait fallu faire place à toutes les disciplines, on avait réduit sa plage horaire et il ne récupéra jamais cette perte.

L'échec du tronc commun ne découragea pas ses promoteurs. Quelques années plus tard, on lança une réforme de plus grande ampleur en-

core, bien connue sous l'appellation "enseignement rénové". Cette fois, le tronc commun passait à deux ans. Face aux fortes résistances, le label du latin fut une nouvelle fois brandi : ses bienfaits s'exerceraient désormais sur tous pendant deux ans. Et l'histoire se répéta. Le "rénové" se révéla intenable et inefficace. On y mit fin, mais le latin en sortit un nouvelle fois amaigri et affaibli.

La discipline à nouveau laminée

Pendant ce temps, les vrais problèmes, eux, subsistaient et on finit par reconnaître que l'enseignement francophone belge était à la traîne sur trois plans essentiels : le niveau des compétences, la réduction des inégalités et l'adéquation de l'école au monde de l'emploi. Constat d'autant plus amer que le budget consacré chez nous à l'école est proportionnellement un des plus élevés du monde développé. Il fallait agir. C'est ainsi qu'aujourd'hui se met en place une troisième grande réforme, appelée "pacte d'excellence". Elle prévoit entre autres... un tronc commun renforcé (trois ans au lieu de deux) et on insiste à nouveau lourdement sur la présence... du latin pour tous pendant ces trois années. Bref, comme il y a soixante ans, mais en plus fort.

Quel latin pendant ces trois ans ? Sur ce point aussi, la tendance reste constante. Si l'on en croit les grilles

horaires qui circulent, le cours est devenu plus "light" encore et le restera plus longtemps encore : une ou deux heures en première année, deux heures maximum dans les années 2 et 3. Au terme de ce rapide survol, l'observateur généraliste et le latiniste professionnel peuvent difficilement s'empêcher de réagir.

Au plan général, on pouvait s'attendre à ce que les mésaventures passées fassent douter de la pertinence de l'uniformisation radicale

des programmes pendant trois ans. Et pourtant, même s'il provoque un

débat parfois tumultueux et souvent cacophonique, cet entêtement semble sur le point de l'emporter. Pour m'en tenir au latin, même les associations de professeurs de langues anciennes lancent en ce moment une pétition suppliant simplement la ministre de leur laisser au moins deux heures pendant les trois ans d'uniformité obligatoire. Réaction compréhensible et pathétique d'une corporation convaincue à juste titre de la valeur pédagogique de sa discipline et qui se voit à nouveau laminée.

Autre signe de soumission : il est loin le temps où le parlement communautaire unanime empêchait une ministre de reporter ne fût-ce que d'un an l'étude du latin. Si le nouveau projet est finalement mis en œuvre, il ne reste qu'à espérer que les décideurs ont bien analysé les causes (pédagogiques, sociologiques, budgétaires...) des échecs antérieurs et ont trouvé des moyens efficaces, autres qu'idéologiques, de les conjurer. Mais revenons au cours de latin lui-même.

Devenu duperie, le cours disparaîtra

Quiconque lit "Latin" dans un programme comprend qu'il s'agit d'un cours de langue. Par ailleurs, quiconque a enseigné ou étudié un peu sérieusement le latin sait qu'une dose minimale d'enseignement et d'étude est nécessaire pour progresser, même modestement, dans son apprentissage, qui n'est pas facile, et en tirer un réel profit. Il est temps de dire qu'avec le sort qu'on lui réserve, le cours de latin est devenu une duperie et que la sexagénaires utilisation du label de qualité est devenue, plus encore que la fois précédente, une malhonnêteté. C'est, sur l'emballage du tronc commun renforcé, l'image de l'alouette sur l'emballage du pâté de cheval. Cette supercherie serait risi-

ble si ce n'était un abus de confiance envers une jeunesse que l'on prétend servir.

A quoi s'ajoute que ce soi-disant cours de latin sera forcément d'autant plus allégé qu'il sera imposé pendant trois ans à quantité d'élèves qui, dès le départ et pour diverses raisons, y seront rétifs ou inadaptés. La moindre des choses serait en tout cas de lui donner une appellation plus conforme à ce qu'il sera. Et après ? Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on peut s'attendre à ce que, comme lors des réformes précédentes, de moins en moins d'élèves optent au seuil du cycle terminal pour un "vrai" cours de latin.

Cette tendance ne peut qu'être renforcée par l'inconsistance aggravée du cours des premières années et par la perspective plus rapprochée de l'enseignement supérieur auquel la plupart espèrent accéder. Comment croiront-ils, eux et leurs parents, que ce latin abrégé les préparera efficacement à y réussir ? Il paraît donc certain qu'une nouvelle étape va être franchie vers l'affaiblissement, sinon la disparition (souvenons-nous du cours de grec)

du latin dans l'école secondaire. Il aura fallu presque cent ans pour y arriver. Belle résistance tout de même !

Ainsi, ceux qui depuis toujours ne croient pas à l'intérêt d'étudier cette langue "morte" et y sont hostiles auront gagné. Ils ont préféré la guerre d'usure à l'attaque frontale et cette stratégie leur aura réussi. Elle n'a pas toujours été franche et élégante car, tout en étouffant lentement une discipline à leurs yeux "élitiste et bourgeoise", ils n'ont cessé de la magnifier bruyamment

en en parant leurs réformes successives. Mais après tout, le trompe-l'œil est une vieille ruse de guerre et, quand on est sûr d'avoir raison, à la guerre comme à la guerre ! Et pourtant...

La France fait le chemin inverse

Pendant que la Francophonie belge, avec M^{me} Schyns, se lance ainsi dans "l'excellence", la

France, dont l'enseignement fait face à des défis fondamentaux analogues aux nôtres, a aussi décidé d'agir. Elle a chargé M. Blanquer de les affronter. Chose rare, majorité et opposition saluent la compétence et l'expérience du ministre et l'opinion adhère à sa politique. Il a hérité d'une situation comparable à la nôtre, avec notamment une stratégie du collège unique, qui ressemble à notre tronc commun par certains côtés. Le ministre a décidé de parler vrai. Et que lit-on dans la presse ? Par exemple, ce titre du "Monde" : *"Jean-Michel Blanquer au secours du latin et du grec"* et, dans le corps de l'article, on lit qu'il a décidé de mettre fin à de faux cours de latin pour leur rendre leur rôle de véritable introduction à une étude sérieuse et donc profitable de la langue. Le même ministre conteste par ailleurs le caractère élitiste et discriminant des langues anciennes.

Bref, passée la frontière, on est dans un autre monde. C'est à tout le moins interpellant. Constatons simplement que, d'un côté, on refuse d'imposer aux enfants un programme trompeur tandis que, de l'autre, on se prépare à le faire.